



# Le **GREAT** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 026

" Réfléchir à changer "

Février 2013

## Crise au Mali - Attitudes populaires mitigées sur la voie à suivre



**Michael Bratton et Massa Coulibaly**

### Editorial



Au Mali, tout était calme, le rêve permis, presque aucun mouvement perceptible, puis se produisirent de cauchemardesques tragédies militaires, humaines puis politiques et diplomatiques, l'écroulement, le réveil brusque à la réalité nue, vilaine et inacceptable. En cette terrible année 2012, le pays de la démocratie exemplaire, havre de paix et de stabilité, oasis de sécurité et d'humanisme et des meilleurs, sombrait à son tour sans coup férir. Et si tout le confort de jusqu'alors n'était que bruit

laudatif, inepties voire infantilisation de tout un peuple tandis que sa classe dirigeante sombrait dans l'insouciance et la démesure. Le pays a ainsi pu minimiser tous les risques, ignorer les incertitudes, accepter les esprits nains pour le guider, ériger l'obscurantisme religieux en sagesse suprême. L'ordre rêvé, le confort envié mais jamais vécu, tout cela a caché comme la lune de la main gauche le chaos ambiant et l'immoralité régnante. Et maintenant que l'édifice a pris de sérieux coups de fissure, il faut arrêter de continuer à chercher des certitudes et des garanties dans les faits et gestes de politiciens que notre ignorance collective élève au rang d'hommes d'Etat sans épreuve. Puisque la tragédie a succédé à la comédie, il faut apprendre à remettre en cause ses croyances, vérifier empiriquement ses certitudes et donc réfléchir à changer au risque de sombrer durablement dans le chaos.

**Massa Coulibaly**

## Introduction

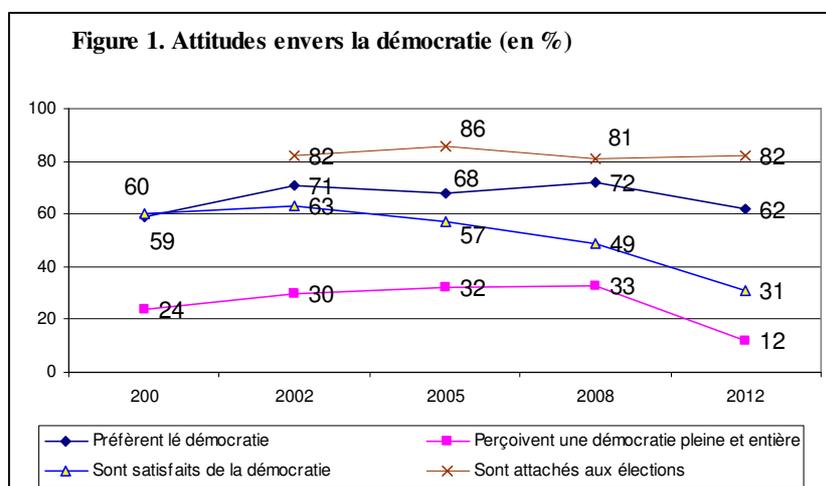
Le Mali a été confronté depuis déjà un an à une grave crise sociopolitique, doublée d'un coup d'Etat militaire. Cette nouvelle situation a pu ébranler l'évolution pacifique du pays vers le renforcement de sa démocratie. Déjà elle a sérieusement mis à mal la souveraineté de l'Etat et érodé la nécessaire confiance des citoyens aux institutions, aux partis politiques et aux politiciens. L'enquête Afrobaromètre de décembre 2012 traque les perceptions des citoyens sur les causes et conséquences de la crise ainsi que sur les voies de sortie.

### 1. L'enquête

Cette enquête, cinquième du genre depuis le démarrage des enquêtes Afrobaromètre en 2000, s'est déroulée du 16 au 31 décembre 2012 dans 6 des 9 régions du pays (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako). Les régions de Tombouctou, Gao et Kidal, représentant plus de 50% de la superficie du Mali, mais moins de 10% de sa population, en ont donc été exclues. Chronologiquement, l'enquête fait suite au coup d'État militaire (22 mars 2012), à la prise du nord du Mali par les groupes armés rebelles et islamistes (avril), à l'agression du président civil (mai) et à la démission forcée du premier ministre (10 décembre). Mais elle précède l'avancée militaire des groupes armés sur Konna et Diabaly, ainsi que l'intervention militaire française (janvier 2013).

### 2. Les attitudes à l'égard de la démocratie

Les maliens préfèrent majoritairement la démocratie à toute autre forme de gouvernement (62%). Mais cette préférence est en baisse de 10 points de pourcentage en 2012 par rapport à 2008 (Figure 1). Dans le même temps, la proportion estimant le Mali comme étant "une démocratie pleine et entière" a constamment augmenté entre 2000 et 2008. Mais fin 2012, après le coup d'État militaire et l'effondrement partiel de l'État, seuls 12% considéraient leur pays comme pleinement démocratique. Cette chute dans l'opinion publique se retrouve également dans la satisfaction populaire envers "la manière dont la démocratie fonctionne". Déjà en 2008, moins de la moitié des maliens exprimaient leur satisfaction, en partie à cause du mécontentement croissant vis-à-vis de la corruption perçue dans l'administration ATT. En 2012, la satisfaction envers la pratique démocratique a encore chuté à moins d'un tiers de l'électorat. Malgré tout, les maliens restent attachés aux élections. En 2012, 82% continuent à privilégier "le choix des dirigeants par des élections régulières, ouvertes et honnêtes" plutôt que par "une autre méthode".

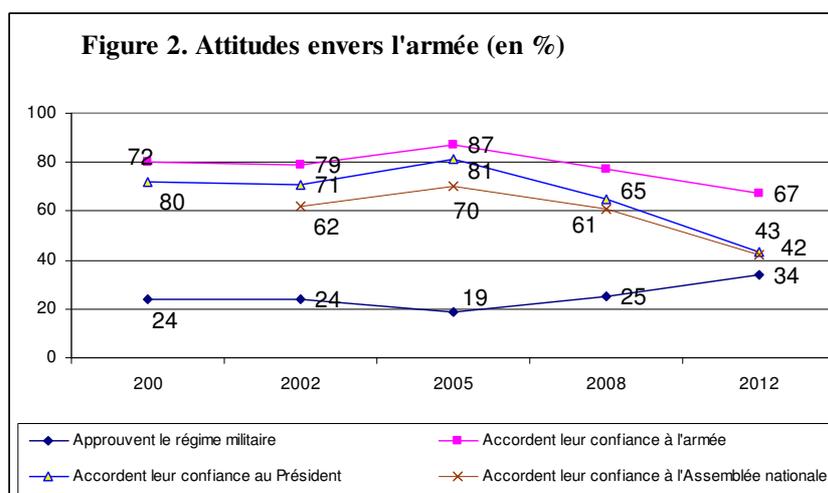


### 3. Les attitudes à l'égard de l'armée

S'agissant de leur ressenti face à l'armée, la majorité des sondés (58%) rejette cette forme de gouvernement. Mais la proportion de la population adulte qui approuve un régime dans lequel "l'armée intervient pour gouverner le pays" est passée de 25% en 2008 (avant le coup d'État) à 34% en 2012 (après le coup d'État), soit une hausse de 9 points de pourcentage (Figure 2). Par rapport aux autres pays africains, le soutien populaire au régime militaire au Mali a toujours été élevé. En 2012, dans douze autres pays africains, seuls 11 % des électeurs ont indiqué qu'ils approuveraient un coup d'État militaire. Le niveau élevé de soutien au régime militaire au Mali surprend si l'on considère l'évidente faiblesse – sur le champ de bataille comme en gouvernance – des forces armées.

Les Maliens ont toujours accordé une confiance considérable aux institutions militaires. Cette confiance a tout de même été quelque peu ébranlée par le coup d'État de mars 2012 car, par la suite, la confiance populaire a baissé de 20 points de pourcentage (à 67% en 2012 contre 87% en 2008). Mais deux maliens sur trois accordent toujours leur confiance à l'armée. Mieux, deux fois plus de maliens répondent plus positivement (55%) que négativement (27%) à la question de savoir "la crise au Mali a-t-elle changé votre perception de l'armée".

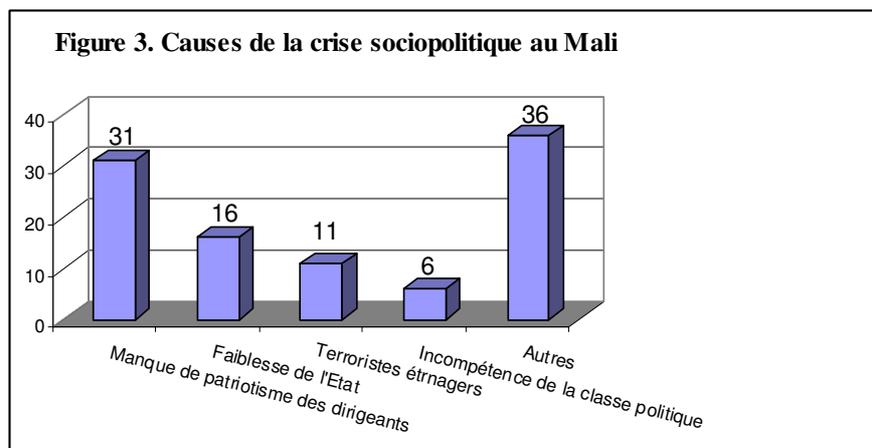
Les attitudes générales envers les politiciens civils permettent de mettre ce résultat en perspective. En décembre 2012, moins de la moitié (43%) ont exprimé leur confiance au Président par intérim. Une proportion tout aussi faible accorde sa confiance à l'Assemblée nationale (42%).



### 4. Les attitudes à l'égard de l'Etat

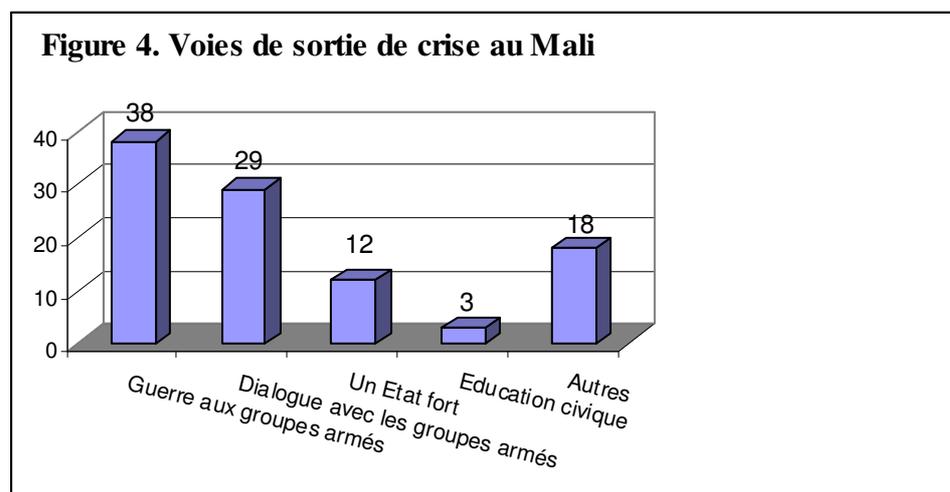
L'enquête 2012 révèle un effet de "rassemblement autour du drapeau". Aussi, les sondés indiquent-ils une plus grande volonté d'obéir aux décisions de justice, aux injonctions de la police et aux devoirs de paiement de l'impôt qu'ils ne le faisaient auparavant. Par ailleurs, une écrasante majorité de maliens (88%) pense qu'"il est important d'obéir au pouvoir en place, quel que soit son vote". S'agissant des causes de la crise, les citoyens ont tendance à blâmer les politiciens (Figure 3). Ils soulignent avant tout "un manque de patriotisme chez les dirigeants". Dans le même esprit, les sondés soulignent également "l'incompétence de la classe politique". La deuxième réponse la plus fréquente est "la faiblesse de l'État", pouvant

suggérer l'incapacité des institutions étatiques à répondre aux défis – y compris aux attaques armées – de son environnement politique. Ils ne mentionnent « les terroristes étrangers » que comme troisième cause de la crise politique.



## 5. Quelles voies de sortie

En décembre 2012, les trois quarts (75%) des sondés ont déclaré que leur pays s'orientait "dans la mauvaise direction". Cette seule statistique indique que les citoyens sont conscients de la crise et recherchent les moyens d'en sortir. Mais les maliens sont indécis quant à la meilleure voie à suivre. Interrogés sur les solutions à "la crise actuelle", ils expriment des opinions mitigées. Certains (38%) favorisaient "la guerre contre les groupes armés", bien que, dans ce même groupe, deux fois plus privilégiaient une attaque en représailles dirigée par l'armée malienne plutôt que par la CEDEAO (aucune question ne portait sur le rôle de la France). D'autre part, 29% préféraient "le dialogue avec les groupes armés", et 12% le retour à "un État fort" (Figure 4).



La question connexe "Comment sortir d'un régime corrompu et incompetent" a recueilli des réponses plus tranchées. Près de la moitié des sondés (48%) optent pour des élections, 15% pour le "respect de la Constitution" et seulement 7% pour "des coups d'Etat militaires". Dans le même temps, ils continuent de douter de la compétence et de la probité de la classe politique, en particulier comparativement à l'armée qui continue de bénéficier d'un plus haut niveau de confiance.